

par l'orchestre philharmonique de New York, le 24 octobre, dans la salle de l'Assemblée générale, pour marquer le Jour des Nations Unies.

Rencontre avec des Canadiens

Après avoir rencontré le personnel de la mission permanente du Canada auprès des Nations Unies et celui du consulat général du Canada, M. Schreyer a assisté à une réception donnée par le représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies, M. Gérard Pelletier, pour les ambassadeurs accrédités auprès des Nations Unies, pour les hauts fonctionnaires du Secrétariat des Nations Unies et pour les Canadiens travaillant au sein des Nations Unies.

Message de M. MacEachen

Dans un message envoyé le 22 octobre au secrétaire général des Nations Unies, à l'occasion du Jour des Nations Unies, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, s'est dit touché et honoré de l'invitation faite au Gouverneur général de visiter les Nations Unies.

M. MacEachen a présenté dans son message, au nom du gouvernement et du peuple canadiens, ses vœux "les plus sincères, à l'occasion du trente-septième anniversaire, ce 24 octobre, de la création des Nations Unies".

Le ministre MacEachen a souligné, également, que de nombreuses cérémonies marqueraient cette Journée au Canada, dont la remise de la Médaille Pearson de

la Paix, décernée cette année à M. Hugh Keenleyside. Ce dernier a consacré une partie importante de sa carrière aux progrès économiques et sociaux du Tiers-Monde.

"Le Jour des Nations Unies marque également le début de la Semaine du désarmement partout dans le monde. Les cérémonies au Canada traduiront l'inquiétude croissante des Canadiens à l'égard de la course aux armements et souligneront la nécessité vitale des négociations sur le désarmement et le contrôle des armements. Les Canadiens se réjouissent de la poursuite à Genève des négociations américano-soviétiques sur les armes stratégiques, et ils sont convaincus de voir les négociations sur la réduction des forces conventionnelles en Europe prendre un nouvel élan sous peu à Vienne. Le fait que la Deuxième Session extraordinaire sur le désarmement n'ait pu passer à travers l'ordre du jour pour le moins chargé qu'elle s'était fixé a causé une certaine déception, mais il faut admettre qu'elle a réussi à attirer l'attention du monde sur les questions relatives aux négociations sur le désarmement et à leur complexité.

"J'ai été très heureux de pouvoir vous rencontrer en septembre et de vous offrir mes félicitations personnelles pour votre élection au poste de secrétaire général. Au nom de tous les Canadiens, je désire réaffirmer notre engagement permanent à l'égard de la poursuite des objectifs des Nations Unies", conclut M. MacEachen.



Le gouverneur général du Canada, M. Edward Schreyer (au centre) et le secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Perez de Cuellar, portent un toast lors d'un déjeuner offert en l'honneur de M. Schreyer. M. Imre Hollai (à gauche), vice-ministre des Affaires étrangères de Hongrie et président de l'Assemblée générale de l'ONU, assistait au déjeuner.

Accord commercial entre le Canada et l'Irak

Le Canada et l'Irak ont signé un accord relatif au commerce et à la coopération économique et technique entre les deux pays.

Le ministre d'État aux Relations extérieures, M. Charles Lapointe, et le ministre du Commerce de l'Irak, M. Hassan Ali, ont signé cet accord le 12 novembre à Bagdad.

Outre le renforcement, l'expansion et la diversification de la coopération technique, économique et commerciale entre le Canada et l'Irak, l'Accord prévoit la mise sur pied d'une Commission économique mixte qui se réunira périodiquement pour en garantir l'exécution ordonnée. M. Charles Lapointe a invité M. Hassan Ali à présider la délégation irakienne à l'occasion de la première réunion de la Commission au Canada.

Évaluation du potentiel économique du Canada

Le gouvernement a créé une Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada.

Cette commission, qui sera présidée par M. Donald S. Macdonald, est chargée, entre autres:

- d'évaluer le potentiel économique du Canada à plus long terme;
- de recommander les objectifs nationaux à poursuivre et les politiques de développement économique qu'ils commandent;
- de recommander les moyens de permettre aux institutions du gouvernement de mieux tenir compte des vues de tous les Canadiens et de toutes les régions;
- de recommander les moyens d'améliorer les relations entre les gouvernements, les milieux d'affaires et les syndicats, et les moyens de rendre plus efficaces les relations fédérales-provinciales dans le domaine économique et fiscal.

Le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, a souligné l'envergure de la tâche confiée à la Commission royale, sa composition diversifiée et représentative et les chances que les recommandations contribuent de façon marquée à favoriser l'avenir économique du Canada. Il a formulé l'espoir que la Chambre des communes, tous les organismes gouvernementaux et législatifs, ainsi que l'ensemble de la population canadienne collaboreront à ses travaux.